



## Conseil économique et social

Distr. générale  
21 octobre 2011  
Français  
Original : anglais

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2012

30 janvier-8 février 2012 et 17 février 2012

### Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association nationale Al Hidn . . . . .	3
2. Bahrain Women Society . . . . .	4
3. Center for International Earth Science Information Network . . . . .	7
4. Center for International Health and Cooperation . . . . .	9
5. David M. Kennedy Center for International Studies . . . . .	10
6. Conseil européen pour la sécurité des transports . . . . .	13
7. Focus on the Family . . . . .	14
8. Fundación Salvadoreña Para el Desarrollo Economico y Social . . . . .	16
9. Fondation allemande pour la population mondiale . . . . .	17
10. Global Exchange . . . . .	20
11. Good People International . . . . .	22
12. Instituto Qualivida . . . . .	23



13. InterAction, American Council for Voluntary International Action . . . . .	25
14. Intermón . . . . .	27
15. International Association of Homes and Services for the Ageing . . . . .	29

## **1. Association nationale Al Hidn**

**(Statut consultatif spécial : 2007)**

### **Introduction**

L'Association nationale Al Hidn, fondée en 2001, est une association nationale marocaine pour le développement social et culturel axé sur les femmes, la famille et les enfants.

### **Buts et objectifs**

Les principaux objectifs de l'Association sont : la réhabilitation cognitive et juridique des femmes pour leur permettre de participer effectivement aux processus du développement social, économique et politique du pays; l'autonomisation de la famille en renforçant les liens familiaux et en maintenant la cohésion familiale; et la contribution à l'éducation des enfants dans le cadre de valeurs et d'un enseignement fondés sur la citoyenneté. Pour réaliser ces objectifs, Al Hidn travaille en collaboration avec des comités subsidiaires dans les domaines suivants :

i) Aide au développement par l'intermédiaire de programmes de bourses à l'intention des enfants désavantagés, la création de centres d'écoute pour les étudiants et l'encadrement et l'autonomisation des veuves grâce à des projets générateurs de revenus;

ii) Programmes sociaux, par l'intermédiaire d'un parrainage des orphelins et la création de centres de formation pour les femmes dans les villages reculés;

iii) Programmes de sensibilisation culturelle, en organisant des journées d'étude, des séminaires, des colloques et des forums sur les femmes et la famille.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Au cours de la période à l'examen, Al Hidn a assisté à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 25 février-7 mars, 2008); à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2-13 mars 2009), où elle a organisé un atelier, coparrainé par la United States Federation for Middle East Peace, sur le rôle de la famille dans le renforcement de la sécurité sociale et économique de l'humanité, et a présenté une déclaration écrite et fait un exposé à la Commission; à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1<sup>er</sup>-12 mars 2010), où elle a organisé un atelier sur la violence contre les mères qui travaillent, coparrainé par la United States Federation for Middle East Peace, et a présenté une déclaration écrite et fait un exposé à la Commission; et, en 2010, elle a assisté en qualité d'observateur aux auditions interactives informelles de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile et le secteur privé.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

En 2009, Al Hidn a organisé à Casablanca des tables rondes avec des organisations non gouvernementales marocaines sur l'évaluation et la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des documents issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale; entre le 11 janvier

et le 12 février 2010, elle a participé à des débats en ligne concernant la participation des organisations non gouvernementales dans le domaine des femmes et de la pauvreté, organisés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Département des affaires économiques et sociales; et elle a participé au Forum mondial des organisations non gouvernementales de 2010 consacré aux femmes : Beijing+15, organisé par le Comité des organisations non gouvernementales sur la condition de la femme (New York, 27-28 février 2010).

#### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

- Objectif 1 : Éliminer la pauvreté extrême et la faim. Mesure prise : autonomisation des veuves grâce à des projets générateurs de revenus.
- Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous. Mesure prise : distribution de cartables et de fournitures scolaires à 500 élèves, création de programmes de bourses pour les enfants désavantagés et de programmes d'écoute pour lutter contre les abandons scolaires et traiter des problèmes de toxicomanie.
- Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mesure prise : organisation de journées d'étude, de séminaires, d'un colloque et de forums sur les femmes et la famille, et élaboration de programmes d'encadrement pour les veuves.

## **2. Bahrain Women Society**

**(Statut consultatif spécial : 2007)**

### **Introduction**

L'organisation est une organisation à but non lucratif qui se consacre à l'autonomisation des femmes pour qu'elles participent activement à la vie publique et qui s'efforce de maximiser leur contribution à la transition du Bahreïn vers la démocratie.

### **Buts et objectifs**

L'organisation a pour principaux objectifs : d'autonomiser les femmes pour qu'elles jouent un rôle de premier plan dans la société, conformément aux concepts de justice sociale; de renforcer la sensibilisation sociale en ce qui concerne le mauvais traitement et la négligence des enfants; de promouvoir les principes et les pratiques de l'environnement national tant au niveau individuel qu'au niveau de la société; de propager les concepts culturels modernes dans l'esprit d'une culture à l'échelle humaine; de faire connaître leurs droits aux personnes des différents secteurs de la société; de participer à la proposition et à l'élaboration de réglementations relatives au développement humain; de contribuer à l'élimination des nouvelles formes d'analphabétisme; et de renforcer une communication efficace entre les divers secteurs de la société, les institutions sociales et les organisations ayant des intérêts communs.

### **Changements à signaler**

En 2008, l'organisation a révisé ses statuts, à la suite de quoi le nom « Bahrain Women Society » est devenu « Bahrain Women Association for Human Development ».

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours de la période 2007-2010, l'organisation a contribué aux activités de développement des Nations Unies au Bahreïn et dans les autres pays du Conseil de coopération du Golfe. Ses principales activités étaient axées sur :

La justice et l'inclusion sociales : égalité des sexes, protection des enfants. En collaboration avec Women's Learning Partnership, l'organisation a organisé, à l'intention des femmes dans des organisations locales et de la société civile, plus de 60 ateliers portant sur des questions relatives à l'égalité des sexes et l'aptitude à diriger, ainsi que cinq ateliers sur l'égalité des sexes à l'intention des hommes; elle a organisé cinq séminaires sur l'égalité des sexes; elle a participé à plus de 40 conférences et sommets locaux, régionaux et internationaux, a présenté dix documents de recherche et a participé à des programmes radiophoniques et télévisés hebdomadaires. Elle a lancé en 2009/10 au Bahreïn un projet intitulé « An innovative perspective for women » pour traiter des causes profondes de l'inégalité des sexes dans la région. En décembre 2009, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, l'organisation a publié une déclaration encourageant le Gouvernement à modifier la loi sur la nationalité, approuver la loi sur la famille et éliminer les obstacles à la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En 2010, elle a lancé le projet d'autonomisation économique Tatweer pour aider les femmes à obtenir une indépendance économique au niveau local en développant leurs compétences dans de nouveaux domaines et en gérant de petits projets. Dans le contexte du programme de protection des enfants « Be-Free », l'organisation a réalisé plus de 200 ateliers sur les droits des enfants, ciblant les étudiants, les enseignants et les parents et a publié des histoires et des livrets sur la question. Elle a participé à plus de 30 conférences et sommets locaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits des enfants et à leur mauvais traitement et a présenté des documents de recherche; elle a participé à des émissions télévisées concernant les droits des enfants projetées sur des chaînes de télédiffusion locales et par satellite; outre les programmes hebdomadaires de Radio Bahrain consacrés à des questions concernant la protection des enfants, elle a préparé et a participé à plus de 290 programmes radiophoniques diffusés par diverses stations de radiodiffusion; en 2009, elle a lancé le programme « Child protection on the Internet » afin sensibiliser les enfants et les adultes aux dangers que présente l'Internet.

Développement durable : consommation et production, énergie, changements climatiques. L'organisation a organisé plus de 20 ateliers axés sur la Charte de la Terre afin de mieux faire prendre conscience de l'environnement et d'aider à améliorer la conservation de l'énergie; depuis 2007, elle participe à un programme radiophonique sur « The World of the family » (Le monde de la famille) qui couvre un large éventail de questions relatives à l'environnement; et en 2007, elle a publié un calendrier écologique avec la HSBC Bank. En 2009, à l'occasion de la Journée de la Terre, elle a lancé, sous les auspices du Programme des Nations Unies pour

l'environnement (PNUE), un programme d'enseignement pour la classe maternelle, intitulé « My environment » (Mon environnement).

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

L'organisation a participé à la onzième session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 2-18 juin 2008), au cours de laquelle elle a présenté des déclarations écrites et orales sur la violation des droits fondamentaux des femmes au Bahreïn, dans lesquelles elle demandait au Gouvernement du Bahreïn de modifier immédiatement la loi sur la nationalité pour donner aux femmes le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants, d'approuver la loi sur la famille et d'éliminer tous les obstacles à la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; au Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Genève, 20 octobre-7 novembre 2008), où elle a contribué au rapport parallèle présenté dans le contexte de l'examen par le Comité du rapport périodique du Royaume du Bahreïn; au Forum des organisations non gouvernementales pour les femmes de 2010 : Beijing+15 (New York, 27-28 février 2010); à la treizième session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 1<sup>er</sup>-26 mars), où elle a présenté un document au cours d'une manifestation parallèle organisée par l'Organization for Defending Victims of Violence; à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1<sup>er</sup>-12 mars 2010), où elle a présenté une déclaration écrite sur les principales approches pour réformer la condition de la femme, ainsi que sur les causes profondes de la discrimination fondée sur le sexe, sur les valeurs culturelles et la législation connexe; et à la quatorzième session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 31 mai-18 juin 2010).

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

L'organisation a coopéré avec les organes des Nations Unies sur le terrain et au Siège dans les domaines suivants : en 2008, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), elle a lancé le programme « It is my right to understand my rights » (J'ai le droit de comprendre mes droits) pour sensibiliser les enfants à leurs droits; elle a organisé une conférence sur les stratégies efficaces pour la prévention de la pornographie en ligne, de la traite et du mauvais traitement des enfants au Bahreïn, sous les auspices de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (Manama, 9-10 mai 2009). Au cours de la Conférence sur le développement humain (Bahreïn, 26-27 mai 2010), elle a organisé des réunions sur les Rapports arabes sur le développement humain. Elle a également participé à un atelier sur le renforcement des cadres législatifs pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes (Beyrouth, 13-15 avril 2010), organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

### **Informations supplémentaires**

L'organisation a également participé à des travaux reliés aux activités de développement des Nations Unies, telles que : le Forum pour l'Initiative arabe pour le renforcement des capacités nationales de lutte contre la traite des êtres humains, organisé par la Doha Foundation (Doha, 22-23 mars 2010); « Women leaders and communication in the twenty-first century », réunions de la Conférence pour la Journée internationale de la femme et réunions de l'Arab Women Leaders Institute

(Washington, 7-13 mars 2010), organisées par l'International Republican Institute et le Women's Democracy Network; et « Freedom of association: a roadmap for the future », conférence organisée par la Friedrich Naumann Foundation for Liberty (Le Caire, 10-12 février 2010); la Conférence internationale sur le financement du développement (Qatar, 2008).

### **3. Center for International Earth Science Information Network**

**(Statut consultatif spécial : 1995)**

#### **Introduction**

Le Center for International Earth Science Information Network a été créé en 1989 pour aider les scientifiques, les décideurs et le public dans le monde entier à mieux comprendre les interactions entre l'homme et l'environnement.

#### **Buts et objectifs**

L'organisation a pour mission de donner accès à l'information géoscientifique dans le monde entier et d'en renforcer l'utilisation, pour améliorer la compréhension des interactions entre l'homme et l'environnement et répondre aux besoins de la science et de la prise de décisions publique et privée. Il élabore et diffuse des données et des informations écologiques et socioéconomiques et fournit des outils et des bases de données en ligne. Il entreprend également des recherches, participe à des évaluations et fournit une éducation et une formation en ce qui concerne toute une variété de questions relatives au développement durable.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

Le centre réalise de nombreuses activités qui font progresser les activités de développement des Nations Unies. Il élabore et diffuse des données interdisciplinaires sur la répartition démographique, la pauvreté, l'urbanisation, les impacts du climat, les sols, les routes, les risques, la biodiversité, la santé publique et autres facteurs essentiels à la planification et aux applications du développement. Il aide l'Africa Soil Information Service à améliorer l'agriculture africaine et il contribue au développement du Réseau mondial de systèmes d'observation de la Terre et du Modèle mondial des phénomènes sismiques.

#### **Participation aux réunions des Nations Unies**

En 2008, des scientifiques du centre ont participé à la réunion du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), intitulée « Libérer le potentiel de la croissance urbaine : le rôle du FNUAP » (New York, 24 janvier) et à la Conférence de la Division des statistiques sur les changements climatiques et les statistiques officielles (Oslo, 14-16 avril).

En 2009, un scientifique du centre a participé à la réunion de la Commission de la condition de la femme (New York, 2-13 mars).

En 2010, des scientifiques du centre ont participé, à l'Assemblée générale des Nations Unies, au débat thématique informel sur les migrations internationales et le développement (New York, 19 mai); à la Réunion d'examen de haut niveau sur l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du

Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (New York, 24-25 septembre); à l'atelier du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), intitulé « Population dynamics and climate change II: Building for adaptation » (Dynamique démographique et changement climatique II: renforcement des capacités pour l'adaptation) (Mexico, 13-15 octobre); et à la quatrième Réunion sur les techniques d'information sur les risques de méningite dans le milieu ambiant, organisée par la Commission économique pour l'Afrique (Addis-Abeba, 18-20 novembre). Le centre a également fait un exposé à un atelier de l'Équipe du Dispositif interinstitutionnel et interdépartemental de coordination de l'alerte rapide et de l'action préventive, intitulé « Land and natural resources management and conflict prevention » (La gestion des terres et des ressources naturelles et prévention des conflits) (Nairobi, 11-13 mai).

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

L'organisation collabore avec le Programme d'action de Nairobi sur les conséquences, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle aide au fonctionnement du Centre de distribution des données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Elle est un observateur auprès du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique et fournit un outil de recherche en ligne pour la base de données informatisée ECOLEX, le portail du droit de l'environnement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale pour la conservation de la nature et le PNUE. Elle collabore avec la Section de cartographie des Nations Unies en vue de développer et de diffuser des collections de données géospatiales mondiales et d'améliorer les méthodes de validation et d'analyse des données. En collaboration avec le bureau du PNUE à Haïti, le centre est le conseiller technique principal et le chef de file de la recherche pour l'Initiative Côte Sud et l'Initiative de régénération d'Haïti. Il coordonne également un projet de recherche conjoint et un programme de visiteurs avec le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUE. Les 20 et 21 mai 2010, le centre a accueilli, à New York, un atelier du PNUE sur l'efficacité des accords multilatéraux relatifs à l'environnement. Il a collaboré avec le Norwegian Geotechnical Institute et le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à une évaluation des risques multiples en Asie. Des réunions sur l'exécution du projet ont été tenues à Bangkok en janvier 2008 et janvier 2009, et aux Palisades, New York, en août 2008. Le centre a fourni des données sur la population urbaine à la planche murale sur « La population urbaine, le développement et l'environnement, 2007 » publiée par la Division de la population des Nations Unies.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Le centre continue de fournir un appui au projet « Villages du Millénaire » en ce qui concerne la gestion des données et l'évaluation des projets.

## **4. Center for International Health and Cooperation**

**(Statut consultatif spécial : 1995)**

### **Introduction**

Le Center for International Health and Cooperation a été créé en 1992 pour promouvoir la concorde et la paix dans les pays dévastés par des catastrophes naturelles, des conflits armés et la violence ethnique.

### **Buts et objectifs**

L'organisation vise à former des partenariats avec des organisations de secours, à offrir une instruction rigoureuse et des cours de formation, organiser des colloques et publier des livres concernant les affaires humanitaires.

### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement important au cours de la période à l'examen.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Le centre collabore avec l'École des cadres du système des Nations Unies par l'intermédiaire du cours du Center for International Humanitarian Cooperation. De nombreux conférenciers et anciens étudiants de ce cours et d'autres cours de l'organisation ont travaillé pour des organismes des Nations Unies, notamment : Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, le Programme alimentaire mondial, le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Moyen-Orient.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Lors du dialogue thématique sur l'éducation dans les situations d'urgence, d'après crise et de transition, le centre a été le conseiller principal des Présidents des soixante-troisième et soixante-quatrième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies en ce qui concerne les questions humanitaires et de santé publique. Le centre a présidé le Groupe de discussion I sur « L'éducation d'urgence : pourquoi nous devons agir maintenant ».

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

Les domaines de coopération de l'organisation avec les organismes des Nations Unies sont énumérés dans la section suivante.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation sensibilise aux questions humanitaires grâce à des conférences, des colloques, des publications et des manifestations, qui comprennent entre autres : des conférences sur la crise humanitaire en Haïti; un documentaire sur les opérations de secours rendues nécessaires par les inondations au Pakistan; un documentaire, intitulé « Sudan at the brink: self-determination and national unity »; des conférences sur les migrations forcées; une série de films sur l'éthique de la

responsabilité et les manières de protéger l'identité, la diversité et le respect de la constitution en Afrique; en collaboration avec le Comité de la Croix-Rouge, une série de conférences sur les réparations symboliques et l'art pour les survivants de la violence; en collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, une conférence sur le droit et les mandats internationaux; et des conférences sur le renforcement de la paix en Iraq, des programmes de protection des enfants, le viol en tant que crime de guerre, la violence sexuelle dans les Balkans, et la jeunesse, l'éducation et la réconciliation pendant la période d'après conflit en Bosnie-Herzégovine.

## **5. David M. Kennedy Center for International Studies**

**(Statut consultatif spécial : 1999)**

### **Introduction**

Le David M. Kennedy Center for International Studies à Brigham Young University facilite les recherches et le développement au niveau international parmi les étudiants et les professeurs.

### **Buts et objectifs**

Le centre vise essentiellement à étayer un programme de cours interdisciplinaire au niveau international avec un solide programme d'études à l'étranger qui offre la possibilité d'apprendre des langues, des stages internationaux et des recherches sur le terrain. Le centre complète ses programmes d'études avec de larges programmes d'études à l'étranger. Chaque année, il offre la possibilité à plus de 1 400 étudiants d'obtenir un apprentissage international. L'université accueille également un certain nombre de centres linguistiques, de recherche et d'études universitaires, notamment : le Center for the Study of Europe, l'International Center for Law and Religious Studies, le Center for Language Studies, le Ballard Center for Economic Self-Reliance, le Whitmore Global Management Center, le Humanities Language Resource Center et le National Middle Eastern Language Resource Center. Presque tous ces centres sont situés en dehors des États-Unis d'Amérique ou exécutent au moins une partie de leurs travaux en dehors des États-Unis.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Le centre contribue aux activités des Nations Unies dans de nombreux domaines, particulièrement dans le domaine du développement durable, du développement social, de l'urbanisation, des droits de l'homme et des questions relatives aux enfants. Par exemple :

- Par l'intermédiaire de la Fulton School, partenariat avec le chapitre en Utah des Engineers without Borders, grâce auquel le centre envoie des étudiants dans divers pays – Tonga et Pérou, entre autres – pour réaliser des projets tels que la construction d'usines de production à petite échelle et l'amélioration des systèmes d'assainissement;
- Dans le domaine des droits de l'homme, le centre a participé ou a organisé, entre autres, la Religion and Rule of Law Conference (Conférence sur la religion et l'état de droit) (Viet Nam, 2011), l'European Science Foundation

Conférence : Religion, Gender, and Human Rights (Conférence de l'European Science Foundation : religion, égalité des sexes et droits de l'homme) (Suède, 2011), la réunion annuelle de l'American Bar Association (États-Unis, 2010), une réunion sur la démocratie et la liberté de religion (Ukraine, 2010) et le Sommet pour les droits de l'homme, la tolérance et la démocratie (Suisse, 2010);

- Une importante initiative réalisée par l'intermédiaire du Ballard Center comprend la recherche d'innovations sociales pour traiter de certains des problèmes sociaux actuels les plus difficiles à résoudre, notamment l'entrepreneuriat social, l'innovation sociale des entreprises et les organisations à but non lucratif à fort impact. En 2005, le centre a travaillé en étroite collaboration avec les Nations Unies pour l'Année internationale du microcrédit, en organisant diverses réunions à New York et en parrainant un important film;
- Brigham Young University for UNICEF est affiliée au Campus Initiative, organisation individuelle dirigée par des étudiants qui collabore avec le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF pour faire connaître l'UNICEF, entreprendre des activités plaidoyer et réunir des fonds en faveur de l'UNICEF. En 2009, Provo, dans l'Utah, a été une des premières 20 villes des États-Unis à adopter collectivement le projet des points d'eau de l'UNICEF;
- Depuis 1989, Students for International Development a organisé et accueilli un « Hunger banquet » annuel afin de sensibiliser la communauté de la Brigham Young University à la pauvreté mondiale et à l'inégalité de la richesse. Il offre la possibilité aux membres de l'université et aux collectivités locales de réfléchir de manière critique aux systèmes d'inégalité qui se répercutent dans le monde. Les fonds réunis par le banquet sont octroyés au titre de subventions du David M. Kennedy Center à diverses organisations non gouvernementales pour offrir aux étudiants la possibilité de se familiariser avec la gestion des projets et d'appliquer des pratiques optimales.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Le centre accrédite régulièrement des professeurs, des étudiants et des experts pour participer à diverses conférences et forums des Nations Unies, tels que les sessions plénières du Conseil des droits de l'homme et le processus d'examen périodique universel, des manifestations en marge et d'autres réunions pertinentes et pour prendre part aux débats sur les thèmes à l'examen. Le centre assiste également aux sessions de l'Assemblée générale et à d'autres réunions, de même qu'il participe à des activités concernant les organisations non gouvernementales.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

Le centre participe également activement aux activités : du Comité des organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme (notamment du Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur la liberté de religion et de conviction, du Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur le racisme et du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur l'éducation en matière de droits de l'homme) et des Comités des organisations non gouvernementales sur le développement, sur la condition de la femme, sur la spiritualité, les valeurs et les préoccupations mondiales. Le projet Political Economy

and Development Laboratory du Kennedy Center réalise actuellement deux expériences sur le terrain dans la ville de Kampala et dans ses alentours, lesquelles ont pour but d'aider à promouvoir la responsabilité des organisations d'aide. Sous la direction et la supervision de professeurs, des étudiants qualifiés élaborent et conduisent ces expériences sur le terrain et se familiarisent avec le processus d'évaluation randomisée. Dans le cadre de la première expérience, le centre collabore avec l'UNICEF, la Banque mondiale et l'innovateur de technologie Ushahidi pour apprendre ce qui incite les citoyens à donner leur avis, par l'intermédiaire de messages textes sur leurs téléphones cellulaires, sur des projets de développement exécutés dans leur voisinage et dans les villages. La deuxième expérience rassemble des informations détaillées sur les organisations non gouvernementales ougandaises et publie des carnets de notes sur leur degré d'organisation et de transparence en faisant connaître leurs budgets et leurs activités. Les carnets de notes des organisations non gouvernementales sont ensuite publiés par l'intermédiaire de différents points de vente et offerts aux citoyens et aux médias, aux fondations étrangères et au Gouvernement.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Les projets du centre qui appuient les objectifs du Millénaire pour le développement comprennent ce qui suit :

a) WomanStats, la compilation la plus large du monde d'informations sur la condition de la femme. Ce projet recueille et encode plus de 300 variables concernant des données relatives aux lois, statistiques et pratiques de 174 pays. Il fournit des informations sur des questions allant de la violence familiale à la propriété foncière des femmes et à la participation des femmes à la vie politique;

b) Le Political Economy and Development Laboratory se concentre sur des paramètres clefs pour mesurer et améliorer les efforts en faveur du développement durable au niveau international. Par exemple, AidData est une base de données contenant des milliers de projets de développement financés par des donateurs bilatéraux et multilatéraux depuis les années 40 jusqu'à l'heure actuelle. Elle est en bonne voie de devenir une des bases de données sur l'aide au développement la plus complète et à jour. Sa caractéristique de géotraçage applique une série détaillée de codes sectoriels qui identifient quelle partie du développement international d'un pays un don particulier est supposé encourager. Une fois le projet de codage achevé, il permettra aux chercheurs d'examiner plus en détail les incidences variées des différents types d'aide étrangère. Les professeurs et les étudiants travaillant sur l'AidData rédigent également activement des articles et des livres en utilisant les informations d'AidData pour examiner de nombreux aspects de l'allocation et de l'efficacité de l'aide;

c) L'Équipe d'évaluation du programme aide à développer la capacité d'évaluation des organisations non gouvernementales dans le monde entier en utilisant les méthodologies et les programmes d'évaluation les plus récents. De plus, le centre facilite un certain nombre d'études sur le terrain et de projets de recherche internationaux;

d) Série de conférences : le centre a accueilli un certain nombre de séries de conférences au cours desquelles plus de 150 décideurs, diplomates, journalistes et autres ont fait des exposés;

e) Conférences et colloques universitaires : le centre a également organisé un certain nombre de colloques et conférences aux États-Unis et dans le monde pour faciliter l'échange d'idées entre les universitaires sur toute une gamme de questions allant des soins de santé aux droits de l'homme, au développement économique, à la question de la torture aux États-Unis et à l'étranger. Au cours de la période à l'examen, ces colloques et conférences comprenaient « The Mother, Newborn and Child Health Conférence » (la Conférence sur la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant) (avril 2008), la conférence annuelle, intitulée « Economic Self-Reliance Conference » (Conférence sur l'autonomie économique) (novembre, 2007-2010), « Islam and the West » (Islam et l'Occident) (avril 2011) et un séminaire sur les problèmes éthiques, juridiques et en matière de droits de l'homme que présente la torture (décembre 2009).

## 6. Conseil européen pour la sécurité des transports

**(Statut consultatif spécial : 1995)**

### **Introduction**

Le Conseil européen pour la sécurité des transports est une organisation indépendante à but non lucratif, ayant son siège à Bruxelles qui s'efforce de réduire le nombre de décès et de blessures associés aux transports en Europe. Il rassemble 45 organisations nationales et internationales s'occupant de la sécurité des transports en Europe.

### **Buts et objectifs**

Fondé en 1993, le Conseil fournit à la Commission européenne, au Parlement européen et aux États membres de l'Union européenne, des conseils impartiaux d'experts sur les questions concernant la sécurité des transports. Il maintient son indépendance grâce à un financement de sources variées, notamment les cotisations des adhérents, la Commission européenne, et un appui des secteurs public et privé à diverses activités. Il cherche à identifier et à promouvoir des mesures efficaces sur la base d'une recherche scientifique internationale et des pratiques optimales dans des domaines qui offrent le plus grand potentiel pour réduire les accidents et le nombre de victimes d'accidents des transports. Il fournit des informations factuelles sous forme de rapports scientifiques, de fiches et de bulletins à l'appui de normes de haute sécurité dans l'harmonisation de l'Union européenne, de l'adoption des meilleures pratiques et de la recherche sur la sécurité des transports. Le Conseil organise également plusieurs conférences annuelles, notamment la « European Transport Safety Lecture » (Conférence sur la sécurité des transports européens), la « Road Safety Performance Index Conférence » (Conférence sur les indicateurs de performance en matière de sécurité routière), la conférence annuelle « Preventing Road Accidents and Injuries for the Safety of Employees » (Prévention des accidents et des blessures de la route pour la sécurité des employés) et les « European Transport Safety Lunches » (Déjeuners sur la sécurité des transports européens).

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Le Conseil recommande vivement la mise en œuvre et l'application des réglementations de la Commission économique européenne dans le domaine de la sécurité des transports dans l'Union européenne.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Le Conseil appuie énergiquement la Décennie d'action pour la sécurité routière (2011-2020) et est prêt à fournir un appui aux partenaires et organisations internationaux qui cherchent à améliorer le niveau de la sécurité des transports dans leurs pays respectifs, un accent particulier étant mis sur la sécurité routière. Les organisations membres du Conseil, ainsi que les membres de son conseil d'administration et les dirigeants des institutions de l'Union européenne, ont lancé un appel commun à l'appui de la Décennie d'action.

### **Coopération avec les Nations Unies**

Le Conseil suit activement les activités de la Commission économique européenne dans tous les domaines concernant la sécurité des transports.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

La création d'un système de transports sûrs et durables fait partie intégrante de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Conseil s'efforce d'assurer que l'Union européenne continue à jouer un rôle de chef de file dans la sécurité des transports et encourage l'échange des pratiques optimales en vue d'améliorer la sécurité des activités reliées aux transports dans le monde entier. En outre, les projets réalisés par le Conseil encourage une action aussi bien au niveau individuel que gouvernemental, en fournissant du matériel utile qui peut être utilisé comme source de référence dans le monde entier.

## **7. Focus on the Family**

**(Statut consultatif spécial : 2003)**

### **Introduction**

Focus on the Family travaille en Afrique, en Asie, en Australie, au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

### **Buts et objectifs**

Focus on the Family est une organisation privée mondiale dont le principal objectif est d'aider les familles à prospérer. Elle a des supports dans de nombreuses langues et réalise des émissions de radio dans 155 pays pour aider les couples à renforcer les liens du mariage et à créer des familles solides. Elle a de nombreux supports pour les femmes, les hommes et les enfants, notamment sur les responsabilités parentales, les questions relatives aux adolescents, l'institution de relations saines, le règlement des conflits, la lutte contre les mauvais traitements et sur la manière de vaincre la toxicomanie.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

À l'occasion du seizième anniversaire de Déclaration universelle des droits de l'homme, en décembre 2008, l'organisation, en partenariat avec le Care Trust, a accueilli un déjeuner d'information de haut niveau au Siège de l'Organisation des Nations Unies. En 2009, s'appuyant sur cette manifestation, en partenariat avec Focus on the Family en Malaisie, l'organisation a tenu une réunion d'information de haut niveau sur « The importance of marriage, family and human rights as essential foundations of nations » (L'importance du mariage, de la famille et des droits de l'homme en tant que bases essentielles des nations). En 2010, continuant de mettre l'accent sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'organisation a accueilli une réunion d'information, coparrainée par la Mission permanente d'observation du Saint-Siège et la Mission permanente de la République des Philippines, intitulée « The inherent right to life: first and most fundamental human right » (Le droit inhérent à la vie : le premier et le plus fondamental des droits de l'homme), sur les fondements théologiques, juridiques, constitutionnels et du droit international pour protéger le droit inhérent à la vie. Pour encourager les organes de surveillance de l'application des traités à centrer les activités de suivi sur les articles clairement compris des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, en janvier 2007, juillet et août 2007 et juillet 2010, l'organisation a assisté à des réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; et en mars 2008, à des réunions du Comité des droits de l'homme.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Focus on the Family a participé à des réunions tenues aux Nations Unies, notamment à des réunions : du Comité des organisations non gouvernementales, en janvier 2007; de la Commission pour la population et le développement, en avril 2007 et avril 2010; de la séance plénière commémorative de haut niveau consacrée au suivi des résultats de la session extraordinaire consacrée aux enfants, en décembre 2007; de la Commission de la condition de la femme, en mars 2008 et mars 2010; de la Commission du développement social, en février 2009; et de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, en octobre 2009 et novembre 2009.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

En ce qui concerne l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle, Focus on the Family déploie des efforts pour protéger les enfants à naître. Afin de lutter contre le VIH/sida et autres maladies, l'organisation organise régulièrement, aux États-Unis et dans d'autres pays, des conférences intitulée « Love won out » afin d'éduquer les individus et les familles aux prises avec l'homosexualité et autres questions sexuelles, et pour les encourager et les aider à développer des modes de vie et des relations sains. Ce ministère spécial a été transféré à Exodus International, bien que Focus on the Family aient gardé des experts dans ces domaines. En ce qui concerne l'objectif du Millénaire pour le développement concernant la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, depuis des décennies, l'organisation et ses partenaires dans d'autres pays ont mis en place un partenariat stratégique mondial pour aider au développement sain des familles, des communautés et des nations par l'intermédiaire de publications, de programmes d'enseignement, de programmes, de vidéos, de films et de pièces radiodiffusées dans plus de 30 langues.

Les thèmes dont ils traitent comprennent le renforcement des liens du mariage et de la famille, les responsabilités parentales et une bonne éducation des enfants, la protection des enfants contre la drogue, l'éducation sexuelle fondée sur la formation du caractère, les problèmes des femmes, la culture des jeunes, la lutte contre la toxicomanie, la société civile et les politiques des pouvoirs publics.

## **8. Fundación Salvadoreña Para el Desarrollo Economico y Social**

**(Statut consultatif spécial : 2007)**

### **Introduction**

La Fundación Salvadoreña Para el Desarrollo Economico y Social est une organisation privée à but non lucratif fondée en 1983 par un groupe d'entrepreneurs et de professionnels indépendants dans le but d'améliorer le développement économique et social d'El Salvador.

### **Buts et objectifs**

La fondation se consacre à la poursuite du bien commun pour tous. Sa stratégie consiste à élaborer et à promouvoir des propositions de politique générale dans les domaines économique, social, environnemental et institutionnel. Son objectif fondamental est de réaliser diverses activités visant à accroître le bien-être économique, social, intellectuel et physique de la population d'El Salvador, de même que sa sécurité, au sein d'un système de liberté économique et individuelle.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours de la période à l'examen, la fondation a publié une étude, intitulée « Environmental governance for the sustainable development of El Salvador » (Gouvernance de l'environnement pour un développement durable d'El Salvador), en août 2007; a préparé la cinquième stratégie économique, sociale et institutionnelle, 2009-2011 sur la « Democracy and growth: basis for development » (Démocratie et croissance : fondement du développement), en décembre 2008; a préparé la deuxième phase de l'étude sur les « Democratic institutions in El Salvador: performance assessment et strengthening plan », 2008-2010 (Les institutions démocratique en El Salvador : évaluation de la performance et plan de renforcement); a créé le groupe d'action sur la transparence et la loi sur l'accès aux informations publiques, en 2008; a lancé l'Observatoire législatif, outil pour la transparence et la participation des citoyens, en 2008; et a publié une étude, intitulée « Transparency in the public education budget » (Transparence dans le budget de l'éducation publique), en 2009.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

La fondation a assisté à la réunion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Genève, du 1er au 3 octobre 2007; elle a assisté au débat thématique de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulé « Changements climatiques : l'ONU et le monde à la recherche de solutions », tenu à New York, les 11 et 12 février 2008; en 2008, elle a servi de conseiller à la Mission permanente d'El Salvador auprès des Nations Unies sur la question des changements climatiques; elle assisté à la réunion spéciale de haut niveau du

Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à New York, le 24 avril 2008; et en 2008, elle a servi de conseiller à la Mission permanente d'El Salvador auprès des Nations Unies dans le domaine du commerce international.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

La fondation a collaboré avec le PNUD à la mise en œuvre du programme régional de formation, intitulé « Basis for the implementation of payment schemes for watershed services » (Base de la mise en œuvre de dispositifs de paiement pour les services liés aux bassins hydrographiques), en El Salvador (2007); elle a été membre du groupe consultatif sur le projet concernant l'initiative relative aux ressources hydriques jusqu'en 2015 exécuté par le PNUD en El Salvador (2007/08); elle a été membre du groupe consultatif sur le projet de Conseil national pour les changements climatiques réalisé par le PNUD en El Salvador (2008/09); elle a fourni une assistance technique sur le processus de développement pour la deuxième communication nationale d'El Salvador dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (2008/09); en collaboration avec le PNUD en El Salvador, elle a fourni une assistance technique pour la réforme des ressources hydriques en El Salvador (2008); en collaboration avec le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, elle a réalisé un projet sur le renforcement du dialogue et les institutions démocratiques en El Salvador (2007-2008); et elle a participé à une consultation régionale sur la biodiversité et les écosystèmes organisée par le PNUE au Guatemala (2009).

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a publié plusieurs documents de recherche dans le but de promouvoir l'importance d'une gestion intégrée des ressources en eau et des catastrophes naturelles, ainsi que la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'approvisionnement en eau, des services d'assainissement et de l'adaptation aux changements climatiques. Elle a appuyé le processus de réforme des ressources hydriques entrepris par le Gouvernement, en ralliant des experts internationaux dans les domaines des politiques et de la législation publiques concernant les ressources en eau. L'organisation a dirigé le débat public sur la stabilité macroéconomique, le développement de l'innovation, la qualité de l'éducation, les institutions démocratiques, la protection de l'environnement et l'atténuation de la pauvreté.

## **9. Fondation allemande pour la population mondiale**

**(Statut consultatif spécial : 1999)**

### **Introduction**

La Fondation allemande pour la population mondiale (Deutsche Stiftung Weltbevölkerung) est une organisation internationale de développement et de plaidoyer ayant son siège à Hanovre (Allemagne). Elle a des bureaux régionaux en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, et des bureaux de liaison à Berlin et à Bruxelles. De plus, elle travaille en partenariat avec des sous-bénéficiaires au Burkina Faso, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Rwanda, au Sénégal, en Inde, en Indonésie, au Népal et au Pakistan.

### **Buts et objectifs**

Dans le cadre de son initiative « Pour les jeunes et par les jeunes », la Fondation réalise et appuie, à l'intention des jeunes en Afrique et en Asie, des activités intégrées d'éducation en matière de santé sexuelle et génésique qui comprennent des éléments concernant l'environnement et la génération de revenus, des projets de planification de la famille et des initiatives en matière de santé. Elle entreprend des activités de sensibilisation et de plaidoyer en matière de santé sexuelle et génésique et des droits connexes et des liens entre la dynamique de la population, la santé, la pauvreté, la protection de l'environnement et le développement durable aux niveaux national et international. La Fondation appuie le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des communautés, un accent particulier étant mis sur les jeunes, ainsi que sur les décideurs politiques, les prestataires de soins de santé et les parties prenantes compétentes dans le monde entier. Elle incorpore les connaissances et l'expérience tirées des programmes et des activités de plaidoyer dans un cycle se renforçant mutuellement afin d'améliorer les résultats, combler les fossés essentiels en matière de preuves concernant les politiques et le financement le cas échéant, et faire prendre conscience des interventions à base empirique pour parvenir à des politiques et des programmes améliorés, cohérents et efficaces.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Par l'intermédiaire de ses bureaux en Afrique et en Europe, la Fondation a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment comme suit :

a) En 2010, elle a participé aux consultations en ligne de la société civile auxquelles il a été procédé en vue de la Séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, qui ont permis à l'organisation d'offrir à la réunion ses compétences en matière de développement, de plaidoyer et de communications grâce à des informations empiriques recueillies sur le terrain. Cette interaction l'a également aidée à bénéficier des débats lors de la séance de haut niveau pour son propre programme de travail jusqu'en 2015;

b) Dans un consortium conjoint avec d'autres partenaires européens, la Fondation a publié « Euromapping » de 2008 à 2010, publication qui retrace les engagements et les déboursments de donateurs dans le domaine de la planification de la famille et de la santé génésique sur la base des rapports des donateurs à la Commission pour la population et le développement et au FNUAP et de leur contributions financières pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. « Euromapping » sert maintenant d'outil pour les activités de plaidoyer des organisations de la société civile;

c) La Fondation a été un des partenaires qui ont organisé le Dialogue international sur la population et le développement durable en coopération avec GTZ (Coopération technique allemande), KfW Entwicklungsbank, la Fédération internationale pour la planification de la famille, Bayer HealthCare Pharmaceuticals et le Gouvernement allemand en 2007, 2008 et 2010. Plusieurs représentants d'organismes des Nations Unies, notamment du FNUAP, ont participé à cette conférence qui a relié avec succès les travaux des Nations Unies avec la politique étrangère et de développement de l'Allemagne. Elle a également mis en relief

l'importance que revêtaient les activités des Nations Unies pour les décideurs allemands. De plus, en 2010, la Fondation a pu faciliter des réunions entre le FNUAP et le Ministère allemand pour la coopération économique et le développement, ainsi qu'avec le Comité parlementaire allemand pour la coopération économique et le développement.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

La Fondation a participé, entre autres, aux manifestations suivantes : i) Réunion de haut niveau sur le sida (New York, 10-11 juin 2008), au cours de laquelle elle a conseillé la délégation allemande en ce qui concerne les questions de population et de développement; ii) quarante-deuxième session de la Commission pour la population et le développement (New York, 30 mars-3 avril 2009); iii) Partenaires mondiaux en action : Forum des ONG sur la santé sexuelle et reproductive et le développement – investir dans les secteurs de la santé, des droits et dans l'avenir, qui a été organisé et coparrainé par le FNUAP et le Gouvernement allemand (Berlin, 2-4 septembre 2009); iv) consultations mondiales entre le FNUAP et les ONG (New York, 16-17 février 2010), où elle a conseillé le FNUAP sur l'intégration du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans le Cadre des objectifs du Millénaire pour le développement; v) audiences de la société civile pour la Séance de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York, 14-15 juin 2010); et vi) réunion consultative des principaux donateurs européens sur l'état de l'appui européen en matière de santé sexuelle et génésique et droits connexes au cours des cinq dernières années du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, organisée conjointement avec le FNUAP (Bruxelles, 28-29 juin 2010).

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

En tant que partenaire allemand du Fonds des Nations Unies pour la population, la Fondation mobilise des ressources pour les organisations internationales s'occupant de la santé sexuelle et génésique et des droits connexes et accroît la visibilité de ces questions et des questions de population. En coopération avec le FNUAP et le Gouvernement, elle est chargée de présenter à la presse allemande le rapport annuel du FNUAP, intitulé État de la population mondiale. Au cours de la période 2007-2010, le rapport annuel du FNUAP a également fait l'objet de débats avec des représentants du FNUAP au cours de tables rondes auxquelles ont participé l'Institut allemand pour la politique internationale et la sécurité et le Service de planification des politiques du Ministère fédéral des affaires étrangères afin de présenter les activités des Nations Unies aux décideurs allemands. En coopération avec la Division de la population des Nations Unies, la Fondation diffuse également tous les ans en Allemagne les World Population Prospects.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fondation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement de différentes façons, particulièrement dans le domaine de la planification de la famille et de la santé génésique (objectifs 4, 5 et 6). Elle a aidé à améliorer les services de planification de la famille, qui permettent aux femmes et aux couples de déterminer le nombre et l'espacement de leurs enfants et donnent aux mères et aux nouveau-nés la chance de demeurer en bonne santé (objectifs 4 et 5). Dans plusieurs

de ses clubs de jeunes, elle encourage l'éducation sexuelle et aide par conséquent à améliorer la santé des enfants, des adolescents, des jeunes et des adultes. Ses programmes permettent aux individus de se protéger contre les maladies et autres conditions sanitaires dangereuses, par exemple grâce à son programme de maternité sans risque qui met l'accent sur la planification de la famille et en facilitant l'accès aux installations de santé ayant des accoucheuses qualifiées. Une des activités clefs de ses programmes est d'améliorer l'égalité des sexes, particulièrement s'agissant de la santé et de l'éducation des adolescentes.

Au niveau international, la Fondation s'efforce de promouvoir l'objectif 8 et la mise en place de partenariats mondiaux pour la santé et réalise des activités de plaidoyer pour que les partenaires du développement fournissent un appui financier et politique plus efficace aux pays en développement. Jusqu'en 2010, elle était membre de la campagne internationale pour l'objectif 5 b), demandant un accès universel à la santé génésique, en coopération avec de nombreux partenaires de la société civile.

En 2010, elle a réalisé plusieurs activités en vue de la Séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment des activités de liaison avec la délégation allemande, des activités de plaidoyer avec l'Union européenne, la fourniture de conseil au Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement pour la rédaction de la position politique du Ministère, des déclarations au Comité parlementaire allemand sur la coopération économique et le développement sur les objectifs du Millénaire pour le développement concernant la santé et des informations aux membres du Parlement en ce qui concerne les mesures qui devraient être prises après le sommet de New York. La Fondation a organisé des petits déjeuners parlementaires bimensuels sur les objectifs du Millénaire pour le développement concernant la santé, auxquels ont assisté plusieurs membres et porte-parole du Parlement sur la coopération pour le développement de toutes les parties. Elle est membre du groupe de travail du Gouvernement allemand sur la santé sexuelle et génésique et les droits connexes et a fourni des conseils au Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement, particulièrement sur l'objectif 5. En 2010, elle a appuyé le lancement de la Stratégie mondiale du Secrétaire général des Nations Unies pour la santé des femmes et des enfants et a fourni des commentaires sur les premiers projets de la stratégie. De plus, elle est un des signataires et la stratégie et s'est engagée à plaidoyer en sa faveur.

## **10. Global Exchange**

**(Statut consultatif spécial : 1999)**

### **Introduction**

Global Exchange est une organisation internationale des droits de l'homme ayant son siège à San Francisco, Californie (États-Unis), qui se consacre à la promotion de la justice politique, sociale et environnementale dans le monde entier.

### **Buts et objectifs**

Le principal but de Global Exchange est de développer la compréhension entre le peuple des États-Unis et celui d'autres pays. Plus spécifiquement, Global

Exchange vise à : i) sensibiliser le public américain aux questions mondiales critiques; ii) promouvoir le respect des droits consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme; iii) encourager tant le Gouvernement américain que les institutions privées à appuyer les politiques qui visent à promouvoir le développement démocratique et durable; et iv) relier le peuple américain aux peuples des pays du Sud qui œuvrent en faveur de la justice politique, sociale et environnementale.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours des quatre dernières années, Global Exchange a lancé un certain nombre de campagnes visant à promouvoir et à protéger les droits consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ses campagnes avaient deux objectifs : premièrement, fournir un appui direct aux mouvements locaux des droits de l'homme qui sont assaillis de toutes parts dans les pays cibles et, deuxièmement, sensibiliser et engager le public aux États-Unis et ailleurs à ces luttes. Ces campagnes ont été réalisées entre autres au Mexique, en Haïti, en Colombie, au Venezuela, en Afrique du Sud, au Nigeria, au Honduras, en Chine, en Israël et dans les Territoires occupés, et au Viet Nam. En Colombie, Global Exchange a travaillé avec des groupes locaux impartiaux et a organisé des observations des élections pendant l'élection présidentielle de 2010; des experts en démocratie des États-Unis et du Canada ont été invités à participer et à faire rapport sur leurs observations. Les travaux de Global Exchange dans le domaine des droits de l'homme mettent également l'accent sur les droits sociaux et économiques. Il a formé un réseau de communautés qui se débattent contre les impacts toxiques de l'extraction du pétrole dans plus de 40 pays. Ces communautés demeurent en contact régulier par téléphone, courrier électronique et grâce à des réunions pour s'informer mutuellement et formuler des stratégies en vue d'un avenir meilleur. Plus près de chez nous, Global Exchange a concentré ses efforts sur la sensibilisation de centaines d'enfants de l'école primaire à l'esclavage des enfants en Afrique de l'Ouest dans le contexte de l'industrie de production de cacao. Aux États-Unis, des centaines d'enfants ont participé à des activités de plaidoyer auprès des consommateurs, encourageant les entreprises à acheter du cacao par l'intermédiaire du commerce équitable et éliminer l'esclavage.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Global Exchange a participé aux réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues à Copenhague en 2009 et à Cancún en 2010. Il a également participé à la manifestation intitulée « Harmonie avec la nature », organisée à New York, le 11 avril, dans le cadre de la Journée de la Terre.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Global Exchange s'efforce de faire progresser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement de la manière suivante : en mettant en relief une vision qui reconnaît la valeur des droits des travailleurs et de la santé de la planète; en accordant la priorité à la collaboration internationale comme moyen essentiel d'assurer la paix; et en aidant à créer des économies locales vertes visant à accepter la diversité des communautés. L'organisation appuie le partenariat mondial de manière fondamentale par l'intermédiaire de son programme, intitulé « Reality Tours », qui offre aux citoyens américains la possibilité de se rendre dans d'autres

pays pour rencontrer leurs homologues et tirer profit de leurs expériences. Au cours des quatre dernières années, Global Exchange a offert à plus de 5 000 américains la possibilité de voyager dans plus de 25 pays en Asie, en Amérique latine, en Afrique et Europe. Des échanges ont eu lieu avec, entre autres, Cuba, Haïti, le Mexique, le Nicaragua, le Venezuela, le Viet Nam, l'Afrique du Sud, le Nigéria, Israël et la Palestine, et la République islamique d'Iran. Les délégations ont pour objectif de former des liens contraignants entre des individus et des organisations dans les deux pays en tant que moyen de promouvoir des relations internationales justes et pacifiques. Ces délégations ont débouché sur d'autres échanges bilatéraux dans toute une gamme de domaines, des programmes d'aide humanitaire et de développement et un certain nombre de relations moins formelles.

## **11. Good People International**

**(Statut consultatif spécial : 2007)**

### **Introduction**

Good People International a été fondé en 1999 en tant qu'organisation non gouvernementale pour le développement. Elle possède 10 chapitres locaux et 15 chapitres à l'étranger.

### **Buts et objectifs**

Good People International vise à faire prendre mieux conscience des pays voisins qui sont les plus vulnérables à la pauvreté, à la maladie et aux catastrophes du fait de leur isolement social et d'aider ceux qui sont dans le besoin grâce à un appui transnational, systématique et dévoué. L'organisation fournit des services dans de nombreux villages, s'efforçant de fournir une assistance dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, du développement communautaire et des soins aux enfants.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a réalisé un projet qui a permis d'effectuer 768 opérations de la cataracte aux Philippines, en Chine, au Viet Nam et aux îles Salomon (2007-2010); a facilité l'opération chirurgicale du cœur pour cinq enfants à Yanbian (Chine) (2009); a construit 65 maisons au Viet Nam (2008); a construit une voie navigable et un réservoir d'eau à Namanga (Kenya) (2009); a exécuté un projet de forage de puits au Kenya (2010); a fourni des secours d'urgence au Bangladesh (2007); a envoyé une équipe de secours d'urgence au Myanmar (2008); a fourni des secours d'urgence et une équipe médicale à Haïti (2010); a participé à un projet de relèvement postérieur à un tremblement de terre en Indonésie (2010); a fourni des secours d'urgence en Inde (2010); et a fourni un appui au peuple autochtone « Aeta » au Philippines par l'intermédiaire de programmes dans les domaines du logement, de l'éducation, de la nutrition, de l'assainissement et des soins médicaux afin d'améliorer leur situation sociale et économique (2007-2010).

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

L'organisation a assisté à la reprise de la session du Comité des ONG à New York, en mai 2007 et à une réunion sur les familles et les handicapés, à New York, les 14 et 15 mai 2007.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

En 2010, l'organisation a coopéré avec le Bureau de coordination des affaires humanitaires dans le cadre du projet de secours d'urgence en Haïti.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

*Objectif 1 : Éliminer la pauvreté et la faim.* Good People International a envoyé 300 tonnes de fèves de soja à la République populaire démocratique de Corée (2007).

*Objectif 2 : Éducation universelle.* L'organisation a, entre autres, construit des écoles en Indonésie (2007), un centre de formation professionnelle au Sri Lanka (2007), une école primaire aux Philippines (2010), deux centres d'informatique et de télécommunications en République démocratique populaire lao (2010) et a reconstruit deux écoles primaires au Myanmar (2010).

*Objectifs 4, 5 et 6 : Santé infantile, santé maternelle et lutte contre le VIH/sida.* L'organisation a fourni des médicaments et régimes pour 1 500 tuberculeux et a construit l'hôpital de la ville de Capas aux Philippines (2009), elle a construit et géré un centre pour le choléra en Haïti (2010), a reconstruit deux centres de soins de santé au Myanmar (2010) et a construit deux centres de soins de santé aux Philippines pour le peuple Aeta (2010).

*Objectifs 7 : Durabilité de l'environnement.* L'organisation a fait don et a installé des lumières utilisant l'énergie solaire dans les villages tribaux Aeta aux Philippines (2009 et 2010).

## **12. Instituto Qualivida**

**(Statut consultatif spécial : 2003)**

### **Introduction**

Instituto Qualivida a son siège à Sao Paulo (Brésil). Ses travaux couvrent cinq États et plusieurs villes d'Amérique latine ayant des frontières avec le Brésil.

### **Buts et objectifs**

L'organisation a pour but d'améliorer la qualité de la vie et de relever le niveau de vie des pauvres et des marginalisés. L'objectif est de promouvoir une relation saine, équilibrée et productive entre ses clients et les partenaires professionnels associés. Les activités de l'institut visent à développer les secteurs économiquement et socialement vulnérables de la société, en mettant l'accent en priorité sur les groupes suivants : les personnes au chômage; les hommes et les femmes de plus de 40 ans; les jeunes dans leur premier emploi; les femmes chefs de famille (principal soutien de famille); les entrepreneurs; et les travailleurs ruraux.

### **Changements à signaler**

Le changement le plus important a été d'accueillir de nouveaux partenaires et d'acquérir une visibilité accrue dans les médias avec le retour et l'expansion du Central de Apoio ao Trabalhador – Rio de Janeiro, en 2009.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

En 2008, l'Instituto Qualivida a lancé le projet *mulher com vida* pour reconnaître et célébrer la Journée internationale de la femme, le 8 mars; entre 2007 et 2010, l'institut a géré le Central de Apoio ao Trabalhador – Rio de Janeiro, œuvrant avec les secteurs privé et public en vue d'abolir le stigma attaché au recrutement de travailleurs vivant dans les taudis. Il a élaboré plusieurs programmes d'emploi visant les jeunes pouvant être victimes de la traite et la prévention de la grossesse chez les adolescentes; entre 2007 et 2010, des représentants de l'institut ont fourni une assistance technique au Comité des ONG sur les établissements humains au Siège de l'ONU en mettant en place et en entretenant son site web. De 2007 à 2010, l'institut a aidé à organiser des manifestations en marge d'importantes conférences des Nations Unies au Siège et au Brésil et a fait des exposés à l'occasion de la Journée mondiale de l'habitat au Siège des Nations Unies et dans des universités.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Parmi d'autres réunions des Nations Unies, l'institut a assisté à la réunion préparatoire régionale pour l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social : « Key challenges for financing poverty and hunger eradication in Latin America and the Caribbean » (Challenges clefs pour le financement de l'élimination de la pauvreté et de la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes) (Brasilia, 17-19 mai 2007); la Conférence du Département de l'information/ONG (Siège des Nations Unies, 5-7 septembre 2007); une table ronde organisée par l'American Association of Retired Persons et le Département des affaires économiques et sociales, intitulée « Population shifts: challenges and opportunities for economic and social sustainability » (Changements démographiques : défis et perspectives pour la durabilité économique et sociale) (New York, 1<sup>er</sup> juillet 2008); la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2-13 mars 2009); la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, 24-26 juin 2009); la deuxième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (New York, 2-4 septembre 2009); la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1<sup>er</sup>-2 mars 2010); la dix-septième session de la Commission du développement durable (New York, 3-14 mai 2010); et la célébration de la Journée mondiale de l'habitat (New York, 4 octobre 2010).

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

En juillet 2010, l'institut a appuyé la proposition concernant une recommandation générale du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les droits des femmes âgées, présentée par Ferdous Ara Begum, membre du Comité.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement, entre 2008 et 2010, l'Instituto Qualivida a participé au « Brazil Millennium Objectives Award ». Il a lancé un nouveau site web, et des campagnes sur Facebook et Twitter pour promouvoir le Prix au Brésil.

## **13. InterAction, American Council for Voluntary International Action**

**(Statut consultatif général : 1995)**

### **Introduction**

InterAction est la plus grande fédération d'organisations non gouvernementales internationales ayant leurs bureaux aux États-Unis d'Amérique qui œuvrent en faveur des pauvres et des groupes les plus vulnérables dans le monde. Actuellement, InterAction a 202 membres, y compris 5 membres associés.

### **Buts et objectifs**

InterAction s'efforce de promouvoir un programme audacieux pour réduire la pauvreté, assurer le respect des droits de l'homme, préserver une planète durable et assurer la dignité humaine aux pauvres et aux populations vulnérables dans le monde entier en encourageant un plan d'action uni pour influencer les politiques et les approches; renforcer le rôle, le profil et le pouvoir collectifs des ONG; promouvoir des approches inclusives et la responsabilisation du pays en matière de développement en favorisant l'instauration de partenariats; et renforcer les systèmes internes d'InterAction pour appuyer ces stratégies.

### **Changements à signaler**

En 2010, InterAction a élargi sa composition pour inclure des membres associés.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

À l'appui des activités de développement du Conseil économique et social et de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, InterAction et ses membres ont assisté aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme. À chaque session, les délégués d'InterAction ont assisté aux réunions formelles en qualité d'observateurs, ont organisé des ateliers, ont participé aux réunions, groupes et ateliers parallèles, et ont entrepris des activités de plaidoyer en faveur de chaque thème de l'année auprès des délégations gouvernementales. De 2007 à 2010, des articles sur les sessions de la Commission ont été inclus dans le bulletin d'InterAction Monday Development, parmi lesquels des articles intitulés « InterAction members lobby UN on girls' rights, UN reform » (2007), « The US is back » (2009) et « Update – United Nations Commission on the Status of women meeting 2010 ». Au cours de son forum annuel, InterAction a organisé des ateliers qui encourageaient le dialogue tant sur les activités de développement que sur l'ordre du jour humanitaire, invitant de nombreux représentants des Nations Unies à faire des exposés en qualité d'orateurs principaux et présentateurs des ateliers.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Du personnel et des membres d'InterAction ont assisté aux réunions suivantes : la Conférence internationale sur la réponse aux besoins humanitaires des réfugiés et personnes déplacées en Iraq et dans les pays voisins (Genève, 17-18 avril 2007); l'Assemblée générale (New York, 25 septembre 2008); le Sommet de la société civile (Doha, 26-27 novembre 2008); la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey (Doha, 29 novembre-2 décembre 2008). En tant que l'une des trois ONG qui sont des invités permanents aux réunions du Comité permanent interinstitutions et de ses groupes de travail, InterAction a été représentée à toutes les réunions ordinaires du Groupe de travail, ainsi qu'à des réunions spéciales des principaux responsables, participant activement aux débats de haut niveau sur les réponses à des crises spécifiques, ainsi que sur des questions thématiques.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

InterAction a collaboré régulièrement avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés, participant aux consultations annuelles des ONG et aux réunions parallèles tenues à Genève, organisant des réunions avec le Haut-Commissaire aux réfugiés, ainsi qu'en préparant des déclarations pour des réunions du Comité exécutif et du Comité permanent du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Du personnel et des membres d'InterAction ont régulièrement rencontré des représentants de l'UNICEF pour discuter de la formation de partenariats stratégiques, de l'élargissement de la collaboration UNICEF/ONG sur le terrain et de l'importance que revêtaient la sûreté et la sécurité du personnel. InterAction a entrepris des activités en partenariat avec deux organismes spécialisés des Nations Unies : avec le FNUAP sur les liens entre les femmes, la religion et le développement, notamment en ce qui concerne la santé génésique; et avec le Fonds international pour le développement agricole sur des stratégies efficaces pour assurer la sécurité alimentaire au niveau communautaire. InterAction a collaboré directement avec l'équipe humanitaire de pays en Haïti, en aidant à la coordination dans la période après la crise. Du personnel et des membres d'InterAction ont participé activement au Dispositif mondial d'aide humanitaire.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

InterAction est considérée comme un représentant clef des efforts déployés pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement aux États-Unis. InterAction a publié des rapports intitulés : « The United States and the Millennium Development Goals: United States contribution to reducing global poverty » et « The road forward for the United States ». InterAction a organisé un groupe de coordination des ONG pour le Sommet du Groupe des Huit et a commencé les préparations pour le Sommet du Groupe des Huit qui doit se tenir en Italie en 2009; a rédigé des documents d'orientation et a participé aux travaux des groupes de travail et aux réunions de stratégie. InterAction a coorganisé « Charge 2015! », qui a réuni des dirigeants américains clefs du secteur privé pour galvaniser leur action en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Un site web consacré aux « Millennium Development Goals 2010 » a été créé pour les sommets sur les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies afin de diffuser des messages spécifiques relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. InterAction a collaboré avec les membres pour le troisième

Forum annuel de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, organisé par le Gouvernement ghanéen.

## **14. Intermón**

**(Statut consultatif spécial : 1995)**

### **Introduction**

Dans le cadre d'un large mouvement mondial, Intermón se bat aux côtés des peuples désavantagés et en leur faveur dans le but d'éliminer l'injustice et la pauvreté afin d'assurer que tous les êtres humains peuvent exercer pleinement leurs droits et jouir d'une vie dans la dignité. Intermón travaille dans plus de 50 pays en Afrique, dans les Amériques et en Asie par l'intermédiaire de plus de 500 programmes de développement et d'action humanitaire. Il encourage un commerce équitable et fait campagne pour le changement social. L'organisation a plus de 250 000 membres et donateurs. En 1997, afin de devenir plus efficace et de renforcer son impact, Intermón est devenu membre de la confédération Oxfam International avec 14 autres ONG de différents pays.

### **Buts et objectifs**

Le plan stratégique de l'organisation pour la période 2007-2012 a pour but, en collaboration avec ses partenaires et alliés, d'agir en solidarité avec les peuples vivant dans la pauvreté, particulièrement les femmes, pour leur permettre d'exercer leurs droits et d'affirmer leur dignité en tant que citoyens à part entière. Ce plan stratégique confirme l'approche fondée sur les droits comme la base des travaux de tous les affiliés d'Oxfam International et définit cinq principaux domaines stratégiques qui seront mis en œuvre aux niveaux national et international de manière à progresser dans la réalisation des objectifs de justice sociale fondés sur les droits de l'homme; le droit à des services essentiels de qualité; l'action humanitaire; les droits des femmes; et la citoyenneté et la bonne gouvernance.

### **Changements à signaler**

Le principal changement apporté aux statuts de l'organisation a été la modification de son appellation d'« Intermón » à « Intermón Oxfam ». L'organisation a également élaboré, en collaboration avec Oxfam International, un nouveau plan stratégique pour la période 2007-2012 qui tient compte des défis auxquels le monde fait face et des possibilités offertes pour parvenir à l'équité. Son objectif pour les dix prochaines années est de contribuer à assurer que toutes les personnes jouissent pleinement de leurs droits fondamentaux afin de mettre fin à la pauvreté et à l'injustice.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours de la période à l'examen, Intermón a participé activement aux travaux relatifs à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, grâce à l'élaboration de politiques et à la promotion des travaux relatifs à la Convention en Espagne. Intermón a exécuté des programmes pour réduire l'impact des changements climatiques sur les moyens de subsistance des segments les plus pauvres de la population. Elle a également appuyé activement une

convention solide sur les changements climatiques. L'organisation a œuvré activement à la promotion de la sécurité alimentaire et au renforcement de l'appui à la FAO et au Center for Food Safety. Grâce à ses travaux dans plus de 50 pays, elle a promu des stratégies pour la protection et la promotion de moyens de subsistance durables, particulièrement dans l'agriculture, pour les plus pauvres de la population. Intermón a réalisé des recherches intensives et fait de recommandations de politique générale concernant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, particulièrement dans le domaine de la santé et de l'éducation. Intermón a également collaboré avec des organismes des Nations Unies pour fournir une assistance humanitaire cruciale en réponse à diverses crises, de la crise au Tchad à celle d'Haïti, fournissant, en particulier, un appui en matière d'eau potable et d'assainissement aux populations dans le besoin. Afin d'atténuer les effets des catastrophes naturelles, Intermón a réalisé des travaux de réduction des risques en s'attaquant aux causes profondes de la vulnérabilité et a instamment demandé aux gouvernements de mieux s'attacher à élaborer et à appliquer des plans de protection et de préparation relatifs aux catastrophes. Afin de sensibiliser à la notion de « citoyenneté mondiale » en Espagne et au-delà, Intermón, en partenariat avec d'autres organisations, a appuyé la mobilisation sociale dans le Nord et dans le Sud afin de faire prendre conscience des droits et des obligations des citoyens. Par l'intermédiaire de programmes exécutés avec d'autres organisations, Intermón a également aidé à renforcer les mouvements et les organisations de femmes en tant qu'agents de changement en appuyant le développement de leur capacité de direction dans les sphères sociale, économique et politique et en renforçant leur possibilités d'apprentissage. Elle a également encouragé la coopération entre les organisations féminines afin de former des liens cruciaux entre elles, particulièrement pour appuyer la mobilisation sociale et les efforts de plaidoyer.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

Par l'intermédiaire d'Oxfam International, Intermón a participé activement à plusieurs manifestations des Nations Unies, notamment : aux sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues à Poznan (Pologne), du 1<sup>er</sup> au 12 décembre 2008 et à Copenhague, du 6 au 18 décembre 2009; aux sessions de l'Assemblée générale, à New York, en 2007, 2008, 2009 et 2010; aux réunions de la FAO et du Center for Food Safety, à Rome; et aux débats du Conseil de sécurité, particulièrement à ceux relatifs à la protection des civils dans les crises humanitaires, tenues à New York, pendant la période 2007-2010. Au niveau du pays, Intermón a participé à divers mécanismes de coordination créés par les Nations Unies.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

Voir les sections ci-dessus.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Intermón a collaboré avec la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres organismes en Espagne afin de faire mieux connaître les objectifs du Millénaire pour le développement et pour promouvoir l'appui à ces derniers par les citoyens espagnols. Se fondant sur son expérience sur le terrain et en partenariats avec ses collègues à Oxfam International, Intermón a publié des rapports et des recommandations de politique générale à

l'intention des États Membres des Nations Unies pour renforcer l'appui aux objectifs du Millénaire pour le développement et leur respect. En Espagne, Intermón a fait pression sur le Gouvernement afin d'accroître le niveau de l'aide officielle au développement et de l'appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pendant la présidence espagnole de l'Union européenne en 2010, l'organisation a lancé une campagne en vue d'influencer le Gouvernement espagnol pour que l'Union européenne adopte une position solide en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement, à New York, en septembre 2010.

## **15. International Association of Homes and Services for the Ageing**

**(Statut consultatif spécial : 2003)**

### **Introduction**

L'International Association of Homes and Services for Ageing est un réseau mondial de prestataires de services aux personnes âgées, d'entreprises, de chercheurs, de fonctionnaires et d'individus qui partagent collectivement leurs connaissances et leurs pratiques optimales pour renforcer la qualité des soins fournis aux personnes âgées. Ayant son siège à Washington, l'association est une organisation éducative et caritative à but non lucratif dont la composition et la gouvernance sont internationales. Elle représente plus de 20 000 prestataires de services aux personnes âgées, qui desservent journallement près de 3 millions de personnes âgées dans environ 30 pays. Elle a pour mission de mettre en contact et de fournir un appui aux prestataires de services aux personnes âgées dans le monde entier afin de renforcer la qualité des soins fournis aux personnes âgées.

### **Buts et objectifs**

L'association a pour mission de renforcer la qualité des soins fournis aux personnes âgées. Elle réalise ses objectifs en encourageant le développement de services de qualité aux personnes âgées dans le monde entier, en facilitant le transfert des informations et des technologies, en encourageant une interaction et des échanges professionnels continus à travers les frontières, en offrant au niveau international des possibilités d'éducation relative au vieillissement mondial et en encourageant la recherche sur le vieillissement mondial et sur les questions, les programmes, les services et les innovations concernant les handicaps.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours de la période à l'examen, l'association, en collaboration avec d'autres organisations s'occupant de la question du vieillissement, s'est efforcée de faire progresser les causes et les positions qui renforcent les droits des personnes âgées et améliorent leur qualité de vie. Son principal représentant aux Nations Unies a été membre du Comité exécutif des ONG sur le vieillissement de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, a assisté à ses réunions mensuelles et a assisté aux sessions du Conseil économique et social. Il a appuyé les déclarations communes axées sur les personnes âgées dans le monde entier. Il a également accueilli des visiteurs,

notamment des dirigeants municipaux d'autres pays faisant enquête sur la fourniture de services aux personnes âgées aux États-Unis.

### **Participation aux réunions des Nations Unies**

En octobre 2010, l'association a participé à la réunion du Comité permanent du vingtième anniversaire de la Journée internationale des personnes âgées; en septembre 2010, elle a également adressé une lettre au Secrétaire général, le priant d'encourager une plus grande attention aux besoins des adultes plus âgés dans les efforts que déploient les Nations Unies pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

Au cours de la période à l'examen, l'association a participé aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, notamment en accueillant des orateurs pour une variété de groupes; elle a été un membre actif du Comité exécutif des ONG sur le vieillissement; et a participé activement aux activités annuelles commémorant la Journée internationale des personnes âgées.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

*Objectif 1 : Élimination de la pauvreté.* Les membres de l'association ont fourni des soins caritatifs et des repas aux adultes plus âgés et aux immigrants âgés dans des pays développés et en développement. L'association a encouragé la mise en place de programmes qui contribuent à l'éducation des personnes au chômage, augmentant leurs chances de trouver un emploi et leur autonomisation.

*Objectif 2 : Éducation universelle.* L'association appuie les modèles d'un vieillissement actif selon lesquels les adultes plus âgés et les grands-parents élèvent et encadrent les enfants à domicile, ainsi qu'en milieu scolaire.

*Objectif 4 : Santé infantile.* L'association appuie des programmes intergénérationnels qui fournissent un soutien aux familles et aux personnes âgées assumant pour l'essentiel la charge d'autres membres de la famille.

*Objectif 5 : Santé maternelle.* Elle appuie les modèles d'un vieillissement actif selon lesquels les personnes âgées offrent leurs services bénévoles pour les initiatives d'éducation en matière de santé publique et de santé maternelle.

*Objectif 6 : Lutte contre le VIH/sida.* Elle a demandé que la démence, les maladies cardiovasculaires, le diabète, le cancer, les maladies respiratoires chroniques et autres maladies non transmissibles soient étudiées au cours de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles. L'association aide à la recherche et à l'application de technologies en matière de services de santé qui permettent à ses membres de fournir des soins efficaces aux personnes âgées. Elle encourage la participation des personnes âgées aux initiatives d'éducation en matière de santé publique qui permettent de réduire l'incidence des maladies chez les personnes âgées.

*Objectif 7 : Durabilité de l'environnement.* L'association appuie des installations de soins de santé vertes et durables pour les personnes âgées.

*Objectif 8* : Partenariat mondial. Elle encourage des partenariats transfrontières entre ses membres qui améliorent la fourniture de services de soins aux personnes âgées.

---